

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 30 juillet 2025

Décision

prise en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement après examen au cas par cas concernant le projet de rénovation de la chaufferie de BISSY

**R3C – chaufferie de Bissy
Commune de CHAMBERY
193, rue du Pré Demaison – 73000 CHAMBERY**

LA PRÉFÈTE DE LA SAVOIE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1 et notamment le IV, R.122-2 et R.122-3 et ses articles L.171-6 et L.514-5, L.171-7, L.172-1 et L.511-1 ;

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2010 autorisant la La Société Chambérienne de Distribution de Chaleur (SCDC) à exploiter sur le territoire de la commune de Chambéry, au lieu-dit "Le Bouchet", route de Genevois à Chambéry-le-Haut les installations de la chaufferie de Croix-Rouge

VU la demande d'examen au cas par cas déposée complète le 7 juillet 2025 par la société R3C et publiée sur le site Internet des services de l'État en Savoie ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté relève de la catégorie n°1-a de la colonne de droite du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

CONSIDÉRANT qu'en application du IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet relève d'un examen au cas par cas et qu'il consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L.181-1, L.512-7, L.555-1 et L.593-7, le maître d'ouvrage saisit de ce dossier l'autorité mentionnée à l'article L.171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que l'autorité mentionnée à l'article L.171-8 du code de l'environnement est le préfet de département ;

CONSIDÉRANT que le projet de rénovation de la chaufferie de Bissy consiste à la mise en œuvre des dispositions suivantes :

- Démantèlement de la turbine à vapeur, des deux turbines à gaz (2 x 18,5MW) et de la chaudière de secours (4,5 MW) ;
 - Nettoyage et changement de destination de la cuve à fioul lourd qui aura pour fonction, après mise en eau, le maintien de pression pour le réseau d'eau de ville ;
 - Mise en place de deux condenseurs de fumées et de trois pompes à chaleur à absorption fonctionnant au bromure de lithium sur la chaufferie biomasse existante (installations non classées au titre des ICPE)
- portant la puissance thermique totale de l'installation à 105,4 MW (2 chaudières gaz existantes d'une puissance unitaire de 43,3 MW et 2 chaudières biomasse d'une puissance unitaire de 9,4 MW) ;

CONSIDÉRANT que ces travaux visent à améliorer de façon générale la performance environnementale de la chaufferie de Bissy ;

CONSIDÉRANT que le dossier étudie les impacts du projet sur les eaux superficielles, sur l'air, sur le trafic routier, sur le bruit ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et qu'il ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

DÉCIDE

Article 1 : Décision

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet dénommé « Rénovation de la chaufferie BISSY » sur la commune de CHAMBERY, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.


Article 2 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : Publication

La présente décision est notifiée à la société R3C à CHAMBERY.
Elle sera publiée sur le site Internet des services de l'État en Savoie.

La préfète
pour la préfète et par délégation
La cheffe du guichet unique ICPE

Céline Ravoux

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

<u>Recours gracieux ou RAPO</u>	<u>Recours contentieux</u>
Madame la préfète de la Savoie Château des Ducs de Savoie Place Caffé BP 1801 73018 CHAMBERY CEDEX	Monsieur le président du Tribunal administratif Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun BP 1135 38022 Grenoble Cedex www.telerecours.fr